

Lydie Cabane and Sandrine Revet

La cause des catastrophes: concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational

**Article (Accepted version)
(Refereed)**

Original citation: Cabane, Lydie and Revet, Sandrine (2015) *La cause des catastrophes: concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational*. [Politix](#), 3 (111). pp. 47-67. ISSN 0295-2319

© 2015 [De Boeck Supérieur](#)

This version available at: <http://eprints.lse.ac.uk/65182/>

Available in LSE Research Online: January 2016

LSE has developed LSE Research Online so that users may access research output of the School. Copyright © and Moral Rights for the papers on this site are retained by the individual authors and/or other copyright owners. Users may download and/or print one copy of any article(s) in LSE Research Online to facilitate their private study or for non-commercial research. You may not engage in further distribution of the material or use it for any profit-making activities or any commercial gain. You may freely distribute the URL (<http://eprints.lse.ac.uk>) of the LSE Research Online website.

This document is the author's final accepted version of the journal article. There may be differences between this version and the published version. You are advised to consult the publisher's version if you wish to cite from it.

La cause des catastrophes

Concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational

Lydie Cabane, IFRIS / CERMES3, cabane@vjf.cnrs.fr
7 rue Guy Môquet, 94801 Villejuif Cedex

Lydie Cabane est sociologue, post-doctorante IFRIS au CERMES3. Ses travaux portent sur les savoirs et les formes d'intervention globales sur les risques sanitaires et environnementaux. Elle a soutenu en 2012 à Sciences Po Paris une thèse portant sur la science et la politique des catastrophes en Afrique du Sud. Elle travaille à présent sur le rôle des universités américaines, dans l'émergence de la santé globale. Ses publications récentes incluent : « Conflicts as Disasters. Translating violent conflict in post-apartheid South Africa » in Andrea Berhends et Richard Rottenburg, *Translating Technologies of Social Ordering: Travelling Models in African Conflict Management*, 2014 ; « Des experts de l'entre-deux. Circulation, académisation et institutionnalisation des *disaster studies* au Sud », in Kaluszynski (M.) et Payre (R.), dir., *Savoirs de gouvernement*, Paris, Economica, 2013.

Sandrine Revet, Sciences Po / CERI, revet@ceri-sciences-po.org
2 passage des Argentiers, 33000 Bordeaux

Sandrine Revet est anthropologue, chargée de recherches au CERI (Sciences Po). Ses premiers travaux se sont orientés autour de l'anthropologie des catastrophes, avec une thèse sur les coulées de boue de 1999 au Venezuela (*Anthropologie d'une catastrophe*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2007). Depuis 2008 elle mène une enquête multisites sur le monde international des catastrophes qui la conduit des bureaux de l'ONU à Genève à plusieurs pays d'Amérique latine dans lesquels sont mis en place des programmes de prévention ou de gestion de catastrophes « naturelles ». Elle coordonne ou participe à plusieurs réseaux de recherche sur les catastrophes (ARCRA en France, DICAN au sein de l'EASA) et a animé avec Julien Langumier de 2009 à 2013 le séminaire Catastrophes et Risques au CERI. Parmi ses publications récentes : *Le gouvernement des catastrophes* (avec Julien Langumier), Paris, Karthala, 2012 ; « A Small World? : Ethnography of a Natural Disaster Simulation in Lima, Peru », *Social Anthropology/ Anthropologie Sociale*, n° 21-1, 2013.

Résumé

Les catastrophes dites « naturelles » (séismes, ouragans, tsunamis, éruptions volcaniques, inondations...) ont longtemps été et sont encore aujourd'hui, pour la plupart, analysées par les sciences de la terre et sciences de l'ingénieur. Au cours du XXe siècle, elles sont également devenues un objet de recherche pour les sciences sociales, déplaçant par la même occasion l'objet d'investigation et d'intervention sur les catastrophes, en les rendant moins « naturelles » et plus « sociales ». Cette concurrence des savoirs, entre sciences de la terre et sciences sociales, a accompagné la mise à l'agenda politique international des catastrophes depuis les années 1970. Au travers d'une comparaison dans le temps et à l'échelle transnationale, l'article s'intéresse à la façon dont ces déplacements et frictions scientifiques ont participé de transformations politiques globales de la Guerre Froide à la période actuelle, entre enjeux de sécurité, d'environnement et de développement. L'article montre comment la distribution sociale des disciplines est indissociable de reconfigurations politiques qui promeuvent, adoptent ou rejettent certaines approches au détriment d'autres. Plus généralement, l'enjeu est de mettre en perspective l'inscription politique des savoirs dans des configurations globales au regard de leur concurrence.

Abstract

This paper analyzes how competing networks of disaster studies emerged in different national settings, disciplinary contexts and historical periods. It combines two different but interconnected qualitative and historical researches on the transnationalisation of disasters at various scales and places. It shows how seismology and American centered disaster studies first shaped international understandings of disasters during the Cold War era, with hazard oriented researches focused on natural disasters. Development studies and geography in the late 1970s contested the former approaches, and this criticism flourished in Latin America in the 1980s, where social scientists promoted notions of root causes and vulnerability. From the 1990s onwards, social sciences increasingly shaped international disaster policies, rendering disasters less “natural” and more “social”, which in turn, contributed to the development of disaster studies in other parts of the world, such as South Africa. This connected history of disasters studies points out how disasters were interpreted differently by various disciplines. Also, the comparison between regions enables to specify how these configurations change according to global political and scientific contexts. Taking into account different scales and places enlightens the competition between sciences entangled in a conflict about the power to define disasters at different moments (Cold War, developmentalism, climate change).

Introduction : les sciences et le gouvernement international des catastrophes

Les catastrophes dites « naturelles » (séismes, ouragans, tsunamis, éruptions volcaniques, inondations) ont pendant longtemps été, et sont encore aujourd’hui pour la plupart analysées par les sciences dites « dures », sciences de la terre et sciences de l’ingénieur. Cependant, au côté de ces savoirs naturels (incarnés en particulier par la géophysique) et techniques, différentes branches des sciences sociales (sociologie, géographie, *development studies*) se sont progressivement intéressées aux catastrophes, déplaçant par la même occasion l’objet d’investigation et d’intervention sur les catastrophes, en les rendant moins « naturelles » et plus « sociales »¹. La constitution de ces sciences sociales des catastrophes et la concurrence qu’elles ont opposée aux savoirs techniques et naturels s’est opérée en parallèle d’une mise à l’agenda politique global des catastrophes², au moment où, dans les années 1970, la question environnementale mobilise les sphères politiques et expertes internationales³.

Dans cette nébuleuse environnementale qui émerge alors, les catastrophes présentent une spécificité dans la mesure où cet enjeu est principalement investi par des scientifiques issus d’horizons divers et des praticiens de l’humanitaire, bien plus que par des militants portant une cause. Alors que dans les mêmes années les secours deviennent un enjeu de mobilisation humanitaire internationale⁴, la cause des catastrophes « naturelles » émerge avant tout dans les arènes politiques internationales autour de la question de leur prévention par le biais d’interventions de scientifiques et d’experts.

¹ Revet (S.), « Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes “naturelles” », *Les Études du CERI*, 157, 2009 ; Revet (S.), « Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales », *Critique internationale*, 52 (3), 2011.

² Hannigan, (J.), *Disasters Without Borders: The International Politics of Natural Disasters*, Cambridge UK, Malden USA, John Wiley & Sons, 2013.

³ Mahrane, (Y.), Fenzi, (M.), Pessis, (C.), Bonneuil, (C.), « De la nature à la biosphère. L’invention politique de l’environnement global, 1945-1972 », *Vingtième siècle. Revue d’histoire contemporaine*, 113 (1), 2012.

⁴ Ryfman (P.), *Une histoire de l’humanitaire*, Paris, La Découverte, 2008.

C'est à la façon dont ces dynamiques scientifiques ont influencé les politiques internationales que nous nous intéresserons ici.

Il s'agira d'interroger les liens entre les trajectoires des savoirs et des disciplines d'une part, et les contextes politiques dans lesquels elles s'inscrivent à l'échelle globale d'autre part⁵. Historiquement, la formation des disciplines a été pensée comme une professionnalisation des savoirs, par des logiques internes à l'université⁶. Mais le cas des catastrophes invite plutôt à observer les relations entre science et politique, et la façon dont des disciplines peuvent émerger en lien avec des contextes sociaux et politiques, nationaux et ou internationaux qui favorisent certaines idées ou certains acteurs scientifiques. Dans le cas présent, l'émergence de sciences sociales traitant des catastrophes est fortement liée à la reprise de leurs idées dans les agendas politiques transnationaux. En retour, l'institutionnalisation de certains savoirs dans les organisations internationales n'est pas sans effets sur la distribution des disciplines scientifiques au sein d'un domaine donné. Autrement dit, l'enjeu de cet article est de mettre en perspective l'inscription politique des savoirs dans des configurations globales.

Le rapport entre les sciences et le gouvernement international des catastrophes offre en effet un objet particulièrement pertinent pour étudier le lien entre concurrence des savoirs et construction des actions politiques transnationales. Mettre en lumière ces différentes luttes et les configurations dans lesquelles elles prennent place à diverses échelles permet de montrer comment la politique des savoirs (la place respective et le pouvoir de chaque discipline d'imposer ses vues) est affectée par des paradigmes politiques globaux, des structures du pouvoir qui changent selon les époques et les contextes. Mais, en étudiant finement la place prise par chaque discipline – ou courant de pensée – au sein de ces espaces internationaux, il s'agit également de voir en quoi elles façonnent à leur tour les interprétations des catastrophes et influent les politiques dominantes de gestion des catastrophes. Mettre en comparaison des sciences autour d'un même objet s'avère prometteur pour analyser les dynamiques qui lient sciences et construction des problèmes publics transnationaux. Une telle perspective ouvre plusieurs éléments de discussion tant du point de vue de la sociologie des sciences que de la science politique sur le travail politique des sciences. Elle interroge la capacité des sciences à produire du gouvernement dans l'espace transnational, qui est souvent considérée comme allant de soi, comme lorsque Michael Goldman analyse l'usage des savoirs environnementaux par la Banque mondiale⁷.

Cet article repose sur la combinaison de deux enquêtes, menées indépendamment, mais dont les objets et les acteurs se croisent et interagissent en plusieurs lieux et époques. La première recherche consiste en une enquête ethnographique multisituée sur le gouvernement international des catastrophes menée à partir d'observations, d'entretiens et d'archives dans des organisations internationales, à Genève et en Amérique latine, ainsi que sur des terrains latino-américains où se déploient des outils de gestion et de prévention des catastrophes (Venezuela, Mexique, Pérou, Haïti). La seconde a été réalisée dans le cadre d'une thèse en sociologie portant sur les sciences et les politiques des catastrophes en Afrique du Sud et mobilisant entretiens et archives⁸. La mise en

⁵ Krige, (J.), Barth, (K.), « Science, Technology, and International Affairs », *Osiris*, 21(1), 2006.

⁶ Frickel (S.), Gross (N.), « A General Theory of Scientific/Intellectual Movements », *American Sociological Review*, 70 (2), 2005; Holzner (B.), Marx (J.), *Knowledge Application: The Knowledge System in Society*, Boston, Allyn and Bacon, 1979; Wray (B.), « Rethinking Scientific Specialization », *Social Studies of Science*, 2005, 35 (1), 2005.

⁷ Goldman (M.), *Imperial Nature: The World Bank and Struggles for Social Justice in the Age of Globalization*, New Haven, Yale University Press, 2006.

⁸ Cabane (L.), *Gouverner les catastrophes. Politiques, savoirs et organisation de la gestion des catastrophes en Afrique du Sud.*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Sciences Po Paris, 2012.

commun de ces deux terrains invite à quelques réflexions sur la démarche comparative. La mise en commun de ces deux terrains invite à quelques réflexions sur la démarche comparative que nous développons ici. Bien que les deux terrains ne soient pas exactement comparables en termes de *design* et d'échelles, le « petit monde »⁹ des catastrophes permet de saisir les différentes configurations, interrelations et échelles au sein desquelles s'articulent ces sciences. En outre, la perspective transnationale invite plutôt à s'intéresser aux échanges et circulations¹⁰, ce qui permet de mieux saisir les concurrences qu'une simple comparaison internationale qui, à elle seule, ne saurait rendre compte des échanges, jeux d'échelles et aller-retours permanents entre les différentes arènes. Cela permet donc de voir en quoi les concurrences locales et internationales sont interdépendantes et façonnent les configurations des sciences à chaque échelle.

Dans cet article, nous suivons les différentes sciences s'intéressant aux catastrophes au cours de quatre périodes et contextes politiques pendant lesquels s'affrontent plusieurs interprétations scientifiques et visions politiques. Le premier moment voit le développement de la sismologie et des *disaster studies* américaines pendant les années 1950 – 1960 au moment de la Guerre froide, dans une époque dominée par les questions nucléaires et la suprématie américaine. À partir des années 1970, après les décolonisations, un courant critique principalement porté par des géographes et des anthropologues du développement en Grande-Bretagne et en France, contribue à l'émergence de la notion de vulnérabilité qui permet de montrer en quoi les catastrophes sont le produit du niveau de développement des pays, et non des seuls aléas naturels. Ces travaux vont progressivement déplacer la définition et les échelles d'action sur les catastrophes en liant ces phénomènes aux enjeux de pauvreté et de développement, érodant ce faisant le monopole des sciences techniques et naturelles. Les approches des catastrophes par les sciences sociales trouvent un terrain particulièrement fécond dans l'Amérique Latine des années 1980 et surtout 1990, avec le développement d'un réseau de chercheurs : *La Red*. L'institutionnalisation des sciences sociales et la reprise de la thématique de la vulnérabilité dans les politiques internationales dans les années 1990 permet enfin une redistribution des configurations disciplinaires et favorise la diffusion de *disaster sciences*, notamment en Afrique du Sud.

Les années de guerre froide. L'étude des catastrophes au service de la sécurité

Le contexte de la Guerre froide aux États-Unis constitue un moment important dans la genèse des sciences sur les catastrophes. Aussi bien les sciences de la terre que les sciences sociales connaissent un essor considérable grâce à de généreux financements de la part du gouvernement américain. Ce développement participe d'un mouvement plus général d'enrôlement des sciences et de l'environnement dans la poursuite des objectifs politiques et militaires de la Guerre froide¹¹. La sismologie est alors mobilisée pour détecter les mouvements terrestres provoqués par d'éventuels essais nucléaires¹². Au cours des négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique pour la

⁹ Revet (S.), « 'A Small World': Ethnography of a Natural Disaster Simulation in Lima, Peru, » *Social Anthropology/Anthropologie Sociale*, 21 (1), 2012.

¹⁰ Hassenteufel (P.), « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, 55 (1), 2005.

¹¹ Hamblin (J.D.), *Arming Mother Nature: The Birth of Catastrophic Environmentalism*, New York: Oxford University Press, 2013. Pestre (D.) « Les physiciens dans les sociétés occidentales de l'après-guerre. Une mutation des pratiques techniques et des comportements sociaux et culturels » *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 39, 1992.

¹² Doel (R. E.) « Constituting the Postwar Earth Sciences: The Military's Influence on the Environmental Sciences in the USA after 1945 », *Social Studies of Science*, 33 (5), 2003; Dennis (M.A.) « Earthly Matters: on the Cold War and the Earth Sciences » *Social Studies of Science*, 33 (5), 2003.

signature du premier traité de non-prolifération, le Groupe de Genève, constitué d'experts scientifiques des deux camps¹³ se prononce en août 1958 sur la nécessité de mettre en place un réseau de surveillance sismique à l'échelle globale¹⁴. Aux États-Unis le *Berkner Panel*, formé en 1959, se penche sur les défis technologiques posés par ces conclusions, et se prononce en faveur d'un programme accéléré de recherches en sismologie pour améliorer les capacités de détection des explosions nucléaires¹⁵. Le projet Vela Uniform est alors mis en place, afin de détecter les signaux sismiques émis par les essais nucléaires souterrains¹⁶. Des sismologues sont activement impliqués dans ce projet et leur discipline bénéficie de financements sans précédents de la part du Département de la défense¹⁷. Avec l'aide de l'Unesco, le *World Wide Standard Seismograph Network* (WWSSN) voit le jour dans les années suivantes, pour surveiller à l'échelle de la planète les mouvements sismiques, et distinguer ceux éventuellement produits par des essais nucléaires sous-marins des mouvements naturels.

Parallèlement, à partir de la fin des années 1940, des recherches en sciences sociales se développent : les *Disasters Studies*¹⁸. Financé par le Département d'État des États-Unis et la National Academy of Sciences, le National Opinion Research Center (NORC) de l'Université de Chicago conduit entre 1949 et 1954 les premières recherches systématiques sur les comportements des populations en situation de crise. Essentiellement centrées sur le terrain nord-américain, ces recherches ont pour objectif de considérer les catastrophes naturelles ou technologiques comme des situations de laboratoire permettant d'étudier ce qu'il adviendrait en cas d'attaque nucléaire. Les recherches mettent l'accent sur les conséquences sociales des événements catastrophiques, tout en considérant que leurs causes – des menaces naturelles incontrôlables – sont extérieures à la société touchée. Ces travaux apportent des enseignements sur la façon dont les personnes et les sociétés perçoivent le danger et réagissent aux catastrophes, et s'inscrivent, avec les sciences de la terre et les sciences de l'ingénieur, dans le cadre d'une perspective que l'on peut décrire comme « aléa-centrée », à l'instar de celle adoptée par les sismologues. Le sociologue C. Fritz, alors directeur de ce programme, et des chercheurs comme E. Quarantelli, R. Dynes ou J. Haas s'intéressent par exemple aux possibilités de panique ou aux facteurs favorisant ou non les pillages¹⁹. À partir des années 1960, ces recherches se structurent avec la création du Disaster Research Center (DRC), d'abord installé à l'Ohio State University puis à l'Université du Delaware et généreusement financé par le Bureau de la Défense civile²⁰. Dans les années 1970, un autre pôle de recherche en sciences sociales émerge à l'Université du Colorado avec la création par le géographe Gilbert White du Natural Hazards Centre. Ce centre est le produit du rapprochement entre les méthodes du DRC et une perspective considérant les catastrophes comme résultant de la rencontre entre les systèmes

¹³ États-Unis, Grande-Bretagne, Union soviétique, France, Canada, Tchécoslovaquie, Roumanie et Pologne.

¹⁴ Barth (K-H.) « The Politics of Seismology: Nuclear Testing, Arms Control, and the Transformation of a Discipline », *Social Studies of Science*, 33 (5), 2003.

¹⁵ Reed (S.), Van Atta (R.), Detchman (S.), « DARPA Technical accomplishment, an historical review of selected DARPA projects », vol. 1, IDA Papers, Virginia, USA, 1990.

¹⁶ Dahlman (O.), Israelson (H.), *Monitoring underground nuclear explosions*, Elsevier, 1977.

¹⁷ Barth (K-H.), « The Politics of Seismology », art. cité.

¹⁸ Stehrenberger, (C.), « Floods, Sociology and the Cold War: On the History of Social Science Disaster Research, 1949-1979 », *History of Recent Social Science Conference*, ENS Cachan, 2014 ; Knowles, (S.G.), *The Disaster Experts: Mastering Risk in Modern America*, Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2011.

¹⁹ Fritz (C. E.), Marks (E.S.), « The NORC Studies of Human Behavior in Disaster », *Journal of Social Issues*, X (3), 1954 ; Quarantelli (E.L.), « The Nature and Conditions of Panic », *The American Journal of Sociology*, 60 (3), 1954.

²⁰ Quarantelli (E.L.), « The Early History of the Disaster Research Center », non daté (<http://www.udel.edu/DRC/aboutus/Early%20History%20of%20DRC%20%282%29.pdf>).

humains et naturels²¹.

À la fin des années 1960, les financements des recherches des sismologues diminuent, suite notamment à la décision prise en 1967 par le Congrès américain de transférer la compétence du financement du maintien du WWNSS du Département de la défense au US Geological Survey²². Or le WWSSN est devenu le principal fournisseur de données pour les sismologues. Il devient alors nécessaire pour les grands laboratoires de sismologie de réfléchir à de nouvelles sources de financement, ce que va offrir la thématique des catastrophes naturelles. Au milieu des années 1970, la National Academy of Science (NAS), réunit grâce au financement de l'agence américaine d'assistance (USAID) un comité d'experts autour de la question des catastrophes et de leur coût, du rôle des États-Unis dans l'assistance aux catastrophes internationales et des contributions des sciences et des technologies à ces questions²³. Ce comité – le Committee on International Disaster Assistance (CIDA) – réunit entre 1976 et 1977 à la NAS dix-huit scientifiques, dont des ingénieurs, des designers et des sociologues du DRC ainsi que des « experts » internationaux des catastrophes, responsables d'ONG internationales, consultants privés ou architectes.

En 1984, Frank Press, le président de la National Academy of Sciences, évoque pour la première fois lors d'un congrès de sismologie l'idée d'une Décennie internationale pour la prévention des aléas naturels. Ce géophysicien a participé en 1958 au Groupe de Genève, puis au Berkner Panel, et a activement contribué, en tant que directeur du laboratoire de sismologie du California Institute of Technology au projet Vela Uniform, ainsi qu'à l'International Geophysic Year et à la mise en place du World Wide Standard Seismograph Network. Sa trajectoire en a fait un personnage multipositionné qui intègre sans problème les sphères politiques et internationales. Press impulse le projet de la Décennie en réunissant entre 1985 et 1990 quatre comités d'experts qui produisent les analyses et arguments nécessaires à la mise sur agenda international de la question des catastrophes. Ces comités, au sein desquels la présence des sismologues et des ingénieurs sismiques est dominante, élaborent des recommandations favorables au financement de la recherche en sismologie. Le premier comité, présidé par Georges Housner, un ingénieur sismique du Caltech, recommande ainsi sans surprise de « renforcer les connaissances scientifiques et les capacités technologiques afin d'améliorer les capacités de prévision et de détection²⁴ ».

Le projet de Décennie est finalement adopté par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en 1989. Les objectifs de la Décennie qui apparaissent dans la résolution 44/236 véhiculent une définition essentiellement scientifique et technique de la question, reflet de l'influence des ingénieurs et des sciences de la terre. Ils s'articulent principalement autour des questions de l'alerte et de la résistance du bâti, des recherches scientifiques et des mesures technologiques de prévention et de prévision des catastrophes.

Critique des approches techniques et sécuritaires : développement et vulnérabilité du Tiers-Monde face aux catastrophes (années 1970 – 1980)

²¹ Knowles, *op.cit.* p.260

²² Reed (S.), Van Atta (R.), Detchman (S.), "DARPA Technical accomplishment", *art. cité*.

²³ Dynes (R.), « Foreword », The US Government Foreign Disaster Assistance Program, Committee on International Disaster Assistance, National Academy of Sciences, Washington, D.C., 1978, p.v.

²⁴ Advisory Committee on the International Decade for Natural Hazard Reduction, « Confronting Natural Disasters. An international Decade for Natural Hazard Reduction », National Research Council, US National Academy of Sciences, National Academy Press, Washnigton DC, 1987, p. 9.

Au cours des années 1970, de nouvelles sciences s'intéressant aux catastrophes émergent en opposition aux *disaster studies* et sciences naturelles. Avec les décolonisations, les thématiques du sous-développement et des inégalités entre ce qui s'appelle alors le Tiers-Monde et les pays développés occidentaux montent en puissance, et amènent à reconsidérer les catastrophes à l'aune de ces rapports politiques. La question des catastrophes va être pensée principalement comme un problème de développement, en lien avec l'importance croissante de cette thématique dans ces années là²⁵.

Au même moment, la question humanitaire est posée de façon aiguë par plusieurs grandes catastrophes, en particulier les inondations au Pakistan après le cyclone Bhopal qui font plusieurs milliers de morts en 1970 ainsi que la grande sécheresse qui sévit au Sahel plusieurs années de suite entre 1967 et 1973. Ces deux crises humanitaires contribuent à mettre les catastrophes sur le devant de la scène internationale, mais suscitent aussi des critiques sur les politiques des gouvernements et organisations internationales, accusées de contribuer aux désastres par leurs interventions se focalisant sur les secours, qui enferment les populations dans la pauvreté et le sous-développement²⁶.

Or, c'est principalement à partir de la sécheresse au Sahel que va se développer une littérature critique à l'égard de l'étude des catastrophes jusqu'alors centrée sur les aléas et les réponses techniques qui leur sont apportées. Au milieu des années 1970, trois jeunes chercheurs en géographie, Ben Wisner, Kenneth Westgate et Phil O'Keefe appellent, en réponse à la sécheresse au Sahel, à « déconstruire la naturalité des catastrophes » et à reconnaître que ces dernières sont avant tout la conséquence de facteurs socio-économiques et de « systèmes globaux » d'exploitation capitaliste. Selon eux, la sécheresse est bien plus causée par la destruction des savoirs locaux par le colonialisme que par les aléas climatiques²⁷. La trajectoire de Ben Wisner est symptomatique des circulations à l'origine de ce nouveau courant de recherche : originaire des États-Unis, et auteur d'une thèse en géographie sur la sécheresse au Kenya²⁸, il travaille d'abord en Angleterre à l'Université du Sussex et collabore avec des géographes anglais pour développer les études liant catastrophes et développement. Plus tard, grande figure des *disaster studies*, il circule au quatre coins du globe pour diffuser ses travaux de références et nous le recroiserons en Amérique Latine et en Afrique du Sud. Ces travaux font aussi écho à ceux de Jean Copans et Claude Meillassoux qui, au même moment à l'ORSTOM en France, dénoncent la sécheresse comme situation de domination économique et politique héritée de la colonisation²⁹.

Cette critique se structure notamment au sein d'un centre de recherche anglais, le Bradford Disaster Research Unit (BDRU), fondé en 1973 par James Lewis, spécialiste des questions de développement, appuyé par un géographe « radical » (Phil O'Keefe), ainsi que par un étudiant en

²⁵ Escobar (A.), *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, N.J., Princeton University Press (e.o. 1995), 2011 ; Rist, (G.). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*, 3e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

²⁶ Ryfman, *Une histoire de l'humanitaire, op.cit.* ; Redfield (P.), « Cleaning up the Cold War: Global Humanitarianism and the Infrastructure of Crisis Response », in Hecht (G.), dir., *Entangled Geographies: Empire and Technopolitics in the Global Cold War*, Cambridge, MIT Press, 2011.

²⁷ Wisner (B.), O'Keefe (P.), Westgate (K.), « Global systems and local disasters: the untapped power of peoples' science », *Disasters*, 1 (1), 1977; O'Keefe (P.), Westgate (K.), Wisner (B.), « Taking the naturalness out of natural disasters », *Nature*, 260 (4), 1976.

²⁸ Wisner (B.), *The human ecology of drought in Eastern Kenya*, Clark University, PhD dissertation in geography, Worcester, MA, 1978.

²⁹ Comité Information Sahel, *Qui se nourrit de la famine en Afrique ? Le dossier politique de la faim au Sahel*, Paris, Francois Maspero, 1975 ; Copans (J.), dir., *Sécheresses et famines du Sahel. I : Écologie, dénutrition, assistance*, Paris, Francois Maspero, 1975.

géographie, Ken Westgate³⁰. Leurs travaux se construisent en opposition tant aux sciences techniques et naturelles qu'aux *disasters studies* au motif que leurs analyses, trop ancrées dans le contexte américain, ne permettent pas de rendre compte de la réalité des catastrophes dans les pays en développement. En mettant systématiquement en relation le nombre de catastrophes³¹ avec leur région d'occurrence, ils montrent que le nombre et les effets des catastrophes sont, de façon générale, en augmentation, et que l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient concentrent la part la plus importante de ces catastrophes ; autant de problèmes auxquels les approches techniques et sociologiques ne peuvent ni apporter d'explications, ni de solutions³². Cette conjonction leur permet de mettre en évidence la « vulnérabilité » des pays, c'est-à-dire le fait que les effets d'une catastrophe ne sont pas tant liés à un événement en soi (« l'aléa ») qu'aux structures et aux richesses d'une société donnée³³. La concentration des catastrophes aux effets les plus dévastateurs dans les pays sous-développés suggère de façon manifeste qu'elles sont avant tout le produit du sous-développement, d'inégalités économiques et politiques résultant du colonialisme et de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. La notion de vulnérabilité permet une critique « radicale » dans la mesure où elle ne conduit pas seulement à s'interroger sur les seules causes naturelles ou sur les conséquences sociales des catastrophes, mais introduit la possibilité d'analyser leurs causes profondes : historiques, politiques, sociales et économiques.

Bien que l'expérience du BDRU s'achève rapidement en 1977, ses effets portent dans la durée et sont bientôt relayés par d'autres supports académiques et politiques. Témoin de cette ébullition autour des catastrophes et signe d'institutionnalisation d'un nouveau domaine de recherche, la revue *Disasters* est créée en 1977, et agit en plate-forme entre les mondes praticiens, savants et politiques, avec le financement d'un think-tank britannique, l'Overseas Development Institute. La critique radicale trouve son principal écho dans les milieux humanitaires, à un moment où le débat sur l'assistance et les secours post-catastrophes émerge. En particulier, plusieurs intermédiaires entre recherche, expertise et humanitaire font circuler ces réflexions sur le lien entre catastrophes et développement et les traduisent au sein des organisations internationales pour tenter d'infléchir leur action³⁴. Randolph Kent, un spécialiste des relations internationales et surtout Fred Cuny constituent deux personnages clés de cette dénonciation du cercle vicieux des catastrophes et du sous-développement³⁵. Fred Cuny est un ingénieur nord-américain reconverti dans le domaine de l'urgence auprès des agences internationales au cours des opérations de secours au Biafra et au Bangladesh après le cyclone de 1970. En 1983, il publie *Disasters and Development*, un ouvrage de référence qui contribue à établir au sein des sciences sociales le lien entre (sous)-développement et catastrophes, et dans lequel il émet une critique acerbe du système humanitaire international, en particulier de l'UNDRO (Office of the United Nations Disaster Relief Coordinator), l'agence des Nations Unies alors en charge de la coordination des secours en cas de catastrophe.

L'orientation de ces courants vers la question du développement amène une deuxième traduction politique, qui va largement contribuer à diffuser et normaliser les savoirs issus de la critique radicale. Dans les années 1980, plusieurs *disaster centres* sont établis sur différents continents,

³⁰ <http://www.ilankelman.org/bdru.html>

³¹ Telles que comptabilisées dans différentes bases de données internationales – UNDRO, ECOSOC, UNESCO, IFRC, USAID.

³² O'Keefe, (P.), Westgate (K.), *Some definitions of disasters*, BDRU Occasional Papers, 4, 1976.

³³ Westgate (K.), O'Keefe (P.), *Natural disasters: an intermediate text*, Bradford, University of Bradford, Disaster Research Unit/School of Science and Society, 1976.

³⁴ Van Niekerk (V.), « From disaster relief to disaster risk reduction: a consideration of the evolving international relief mechanism », *TD: The Journal for Transdisciplinary Research in Southern Africa*, 2 (2), 2008.

³⁵ Cuny (F.), *Disasters and Development*, New York, Oxford University Press, USA, 1983 ; Kent (R.), *The Anatomy of Disaster Relief: The International Network in Action*, London, New York, Frances Pinter, 1987.

spécifiquement dédiés à la formation en gestion des catastrophes dans les pays en développement. Le premier est le Disaster Management Centre de l'Université du Wisconsin (DMC), créé en 1982 avec des financements de l'Office for Foreign Disaster Assistance (OFDA) du gouvernement américain (USAID), par Donald Schramm, un ingénieur rodé au travail humanitaire qui a notamment collaboré avec Fred Cuny³⁶. En Angleterre, un Disaster Preparedness Centre est fondé à l'Académie militaire royale de Cranfield par le colonel George Ritchie, ingénieur de l'armée britannique³⁷, dont Kenneth Westgate, un ancien du BDRU, reprendra la direction en 1985. Enfin, un Asian Disaster Preparedness Centre est mis en place en 1986 à Bangkok par un autre ancien colonel et ingénieur de l'armée britannique, Brian Ward, à la suite d'une série de missions d'évaluation de la gestion des catastrophes en Asie du Sud Est pour l'UNDRO, grâce à un financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces trois centres se donnent pour mission de traduire les savoirs critiques portant sur le développement et les catastrophes en diplômes universitaires et outils de formation pour les praticiens des ONG et des États, ce qui vise à professionnaliser un champ d'experts du *disaster management* dans les pays du Sud acquis aux visions développementalistes (en opposition aux visions sécuritaires et étatiques qui pouvaient alors dominer). Bien que ces centres aient constitué à partir de la fin des années 1980 des pôles importants de diffusion des idées de prévention, gestion des risques et réduction des vulnérabilités, le passage à des savoirs pratiques et d'enseignement entraîne un éloignement par rapport aux premières critiques radicales des années 1970. Un autre élément intéressant est la trajectoire commune des fondateurs de ces centres, tous trois ingénieurs spécialistes du développement, et ayant intégré la critique des géographes ou des experts de l'humanitaire, avant de développer un domaine d'étude entre science et pratique, où ils traduisent les savoirs des sciences sociales. Mais les géographes eux aussi se convertissent parfois à la manne que constituent ces centres (Kenneth Westgate), qui leur assurent une diffusion très large de leurs travaux académiques, qui servent à former praticiens et bureaucrates des États au Sud, et répliquer leurs démarches dans les universités africaines ou asiatiques. Mais le travail de courtier des savoirs experts assure aussi en retour la légitimation des travaux académiques qui sont à leurs origines. Ces circulations d'idées suggèrent aussi que les savoirs techniques et ceux issus des sciences sociales ne sont pas seulement en concurrence mais interagissent, notamment dans ces interfaces entre science, action et politique.

Cette diffusion des savoirs des sciences sociales passe également par certaines organisations internationales dès la fin des années 1980. Le PNUD, se saisit de la thématique des catastrophes comme menace au développement et décide de mettre en place un *Disaster Management Training Program* (DMTP). Ce programme, qui comprend plusieurs modules liés à l'évaluation des risques, à la préparation et à la gestion des catastrophes, est rédigé à la fois par quelques représentants des sciences naturelles, mais surtout par Fred Cuny, Randolph Kent et le DMC de l'Université du Wisconsin ; le centre de Cranfield est quant à lui chargé de sa mise en œuvre de 1991 à 2006³⁸ – là encore, on voit le rôle des circulations entre monde scientifique et monde de la pratique et de la trajectoire de quelques acteurs clés. Le DMTP est mis gratuitement à la disposition des gouvernements, des ONG, ou de partenaires éducatifs chargés de l'appliquer. La tenue de nombreux workshops par le PNUD et le Department of Humanitarian Affairs de l'ONU en Afrique, Asie et Amérique Latine permet d'assurer la diffusion très large de ce modèle : en 1993 plus de 1000 personnes sont formées dans 30 pays, ce qui mène dans les trois quarts des cas à l'établissement de « *disaster management teams* » au niveau national dans les pays concernés³⁹.

³⁶ <http://dmc.engr.wisc.edu/Resources/index.lasso>

³⁷ Ritchie (G. N.), « Disaster Preparedness in the Developing World », *The IDS Bulletin*, 8 (4), 1977 ; Ritchie (G. N.), « Disaster and the Third World », *Third World Quarterly*, 1 (2), 1979.

³⁸ Entretien, Kenneth Westgate, février 2012.

³⁹ Askwith (M.), « The roles of DHA and UNDP in linking relief and development », *IDS Bulletin*, 25 (4), 1994.

Ainsi, à la fin des années 1980, bien que sciences naturelles et savoirs techniques apparaissent encore largement dominants, les sciences sociales critiques des années 1970 ont trouvé un prolongement pratique orienté vers le développement et la formation qui a assuré une diffusion auprès de certaines organisations internationales s'intéressant à la question du développement ou à la gestion des catastrophes. On peut pourtant voir un exemple de la domination persistante des sciences naturelles dans l'adjonction du qualificatif « naturelle » au titre de la Décennie : en effet, cette précision avait été contestée par les représentants des sciences sociales, mais ces derniers ont pour cette fois perdu la bataille⁴⁰. La réception des savoirs des sciences sociales s'avère encore limitée à certaines arènes et leur position reste marginale. Néanmoins, la diffusion par les formations et l'installation d'une réflexion sur le lien entre catastrophes et développement contribuent à l'installation progressive des sciences sociales dans le paysage, qui se poursuit dans la décennie suivante.

Amérique latine, années 1980 – 1990 : l'installation du paradigme de la vulnérabilité

À partir de la fin des années 1980 et dès le début des années 1990, appuyés par la Décennie internationale qui leur procure à la fois financements et opportunités de visibilité, des chercheurs majoritairement anglo-saxons, mais travaillant sur des terrains latino-américains tels qu'Anthony Oliver Smith (Pérou), Alan Lavell (Amérique centrale), Andrew Maskrey (Pérou) ou Virginia Garcia Acosta (Mexique) développent également un travail de sciences sociales « radicales », qui s'inspire des critiques formulées et institutionnalisées dans les années 1970 dans le monde anglo-saxon. Ces chercheurs fondent en 1992 un réseau, la *Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en America Latina* (La Red), composé de géographes, urbanistes, ingénieurs, sociologues, historiens et anthropologues. Les catastrophes sont alors, en Amérique latine, une affaire presque exclusivement prise en main par les acteurs des secours, notamment à travers les organisations de Défenses civiles dans lesquelles militaires, ex-militaires et civils se partagent les tâches liées aux situations d'urgence provoquées par les catastrophes. La prévention est une problématique abordée uniquement par le biais de la technologie et de la prévision et nullement institutionnalisée⁴¹.

Pour les chercheurs de *La Red*, qui s'inscrivent également contre la vision « aléa-centrée », il s'agit de repolitiser les catastrophes « naturelles » et de les « dénaturer »⁴². Ils produisent au cours de la Décennie une quantité importante de publications, d'ateliers et de colloques⁴³. Ils s'inspirent de l'ouvrage *At Risk*⁴⁴, publié en 1994 par Ben Wisner et ses collègues, qu'Andrew Maskrey traduit en espagnol et qu'ils publient en 1996 sous le titre *Vulnerabilidad*. Leurs recherches sur des terrains latino-américains se centrent sur une analyse de la « vulnérabilité », des « causes profondes » des catastrophes (*roots causes*) ou de la « construction sociale du risque ». Affirmant dans une publication de 1993 que « les désastres ne sont pas naturels »⁴⁵, les principaux membres fondateurs de *La Red* cherchent eux aussi à mettre en relation les catastrophes avec le développement et les

⁴⁰ Archives de la Southern Africa Disaster Reduction Association (University of South Africa, Johannesburg).

⁴¹ Lavell (A.) et Franco (E.), dir., *Estado, Sociedad et Gestión de los Desastres en América Latina. En búsqueda del paradigma perdido*, La Red, Bogota, 1996.

⁴² Revet (S.), « Penser et affronter les désastres (...) », 2011, *art.cité*.

⁴³ Ces travaux sont disponibles sur <http://www.desenredando.org/>.

⁴⁴ Wisner, (B.), Blaikie, (P.), Cannon, (T.), Davis (I.), *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters* (1re éd. 1994), Routledge, New York, 2004.

⁴⁵ Maskrey Andrew (dir.), *Los desastres no son naturales*, Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América latina, 1993.

inégalités de pouvoir, et dans la lignée du travail du géographe canadien Kenneth Hewitt⁴⁶ à montrer que ces phénomènes qualifiés de naturels ne sont pas des événements qui rompent un « ordre normal » mais au contraire des processus produits par un ordre politique, économique et social « anormal ». En ce sens, disent-ils, les catastrophes sont socialement construites.

Les concepts et les idées produits dans le cadre de ce réseau circulent de manière très efficace au niveau régional à travers de nombreux cours, ateliers – en particulier destinés aux acteurs des organisations de Défense civile et des fonctionnaires⁴⁷ – conférences et publications. Les travaux des chercheurs de La Red trouvent également en Afrique ou en Asie des contextes favorables. La Red inspire ainsi dans les années 1990 la création de deux autres réseaux similaires : Peri-Peri en Afrique du Sud et Duryog Nivaran en Asie⁴⁸. Les seize membres fondateurs de La Red sont tous relativement bien intégrés au niveau international grâce à leur formation, souvent effectuée à l'étranger (États-Unis, Canada, Europe, Amérique latine) et à leurs institutions de recherche. Ils participent à des congrès, publient dans des revues internationales, organisent des rencontres, mettent en place des cursus de formation. Leurs activités se déploient également à travers leur participation aux travaux d'instances nationales, d'ONG internationales (Oxfam, Practical Action) ou d'organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, Banque interaméricaine de développement). Certains d'entre eux réalisent pour ces organisations des travaux de consultants qui contribuent à renforcer leurs contacts internationaux et à leur assurer une légitimité⁴⁹.

L'insertion des chercheurs de La Red dans les réseaux internationaux se fait progressivement depuis le milieu de la Décennie et culmine dans les années 2000 avec la participation de la plupart des fondateurs à des instances internationales. Andrew Maskrey a intégré la Stratégie internationale de Réduction des Risques de Catastrophes (ISDR), secrétariat de l'ONU créé en 2001 pour pérenniser l'action de la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles ; Anthony Oliver Smith est nommé membre du comité scientifique de plusieurs organisations internationales scientifiques (Université des Nations Unies (UNU), International Council for Sciences), Allan Lavell, Virginia Garcia Acosta, tout comme les auteurs radicaux anglo-saxons des années 1970 (notamment le très radical Ben Wisner qui dirige des projets pour l'Université des Nations Unies (UNU) ou pour la Banque Mondiale) sont tous régulièrement consultés et participent à l'écriture du *Global Assessment Report* (GAR) coordonné par Andrew Maskrey. Entre temps, *At Risk*, l'ouvrage radical des années 1990, est devenu la « bible » de tout gestionnaire de catastrophes ; réédité en 2004, il s'est imposé comme un manuel incontournable à l'échelle mondiale.

Les politiques que ces chercheurs défendent et aident à mettre en place dans l'ensemble de la région se concentrent sur la prévention et sur l'attention portée aux petites catastrophes, c'est-à-dire à l'ensemble des micro événements (pluies localisées dans un quartier, effondrement de maisons suite à un éboulement de terrain...) dont ils affirment que leurs effets cumulés sont plus importants que les seules méga catastrophes médiatisées. Une base de données est mise en place afin de les recenser (Desinventar⁵⁰). D'autres projets mettent également l'accent sur la participation des communautés au processus de prévention et de réduction des risques, suivant le concept anglo-saxon de *Community based disaster risk management* (CBDRM). Cela implique à la fois un

⁴⁶ Hewitt (K), dir., *Interpretation of Calamities*, Boston, Allen and Unwin Inc., 1983.

⁴⁷ Entretien A. Oliver-Smith, Paris, 16 juin 2010.

⁴⁸ Cabane (L.), *Gouverner les catastrophes...art. cité.*

⁴⁹ Pendant la Décennie, cette question est au cœur de nombreuses discussions entre les membres du réseau et provoque certaines tensions entre ceux qui revendiquent une place de scientifiques « indépendants » et ceux qui pensent pouvoir faire de la consultance « tout en gardant leur autonomie ». Entretien avec Allan Lavell, membre fondateur de *La Red*, Genève, 18/06/09.

⁵⁰ <http://www.desinventar.org/>

changement d'échelle, une vision participative des projets, avec le risque, alors encore peu évalué à l'époque, de reporter sur l'échelle locale, les ONG et les habitants, des prérogatives jusque-là du ressort de l'échelle nationale. Les « savoirs locaux » sont mis en valeur dans ces projets, remettant en question l'hégémonie des savoirs scientifiques et techniques.

C'est donc à l'échelle internationale que les scientifiques jouent leur capacité à faire entrer leurs savoirs en politique, même si leur influence régionale et nationale s'est également constituée dans le même temps. Ces producteurs de savoirs, à l'origine anglo-saxons et considérablement investis sur des terrains locaux latino-américains, misent dès le départ sur leur capacité à investir les arènes de pouvoir, et en particulier les arènes internationales, dont ils pressentent qu'elles contribueront à l'avenir à cadrer bien des actions politiques nationales, anticipant un « effet boomerang »⁵¹. Le statut des sciences sociales radicales se transforme par la même occasion, passant d'une position relativement marginale à un rôle central, produisant même aujourd'hui les savoirs « *mainstream* » qu'il est bon de revendiquer à l'échelle internationale. Ce changement de statut se fait au prix d'un compromis sur le fond, qui permet aux savoirs de devenir visibles et surtout d'être perçus comme « *policy-relevant* », c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour la mise en place de politiques.

Vers une redistribution locale des savoirs internationaux : Afrique du Sud, années 2000

La reconfiguration globale qui s'opère en lien avec la diffusion des savoirs des sciences sociales favorise en retour une redistribution locale des savoirs sur les catastrophes. C'est ce que nous allons voir à présent en passant de l'autre côté de l'Atlantique, où des *disaster sciences*, ancrées dans les sciences sociales, émergent en Afrique du Sud à partir du milieu des années 1990, à la faveur de la nouvelle donne internationale et d'un changement politique local qui modifient les rapports de concurrence avec les savoirs naturels et techniques. L'Afrique du Sud fournit un cas à la fois paradigmatique de l'extension globale des *disaster sciences* portées par les réseaux d'experts transnationaux et un agenda politique global, et singulier par le rôle que les chercheurs de ce pays jouent eux-même par la suite dans la (re)diffusion de leurs savoirs.

Jusqu'au début des années 1990, les catastrophes en Afrique du Sud relevaient d'une part de la défense civile, organisation de coordination des secours mise en place par le gouvernement de l'Apartheid pour gérer l'urgence et protéger les populations blanches des troubles civils liés à la contestation du régime. D'autre part, en milieu rural, les risques naturels relevaient d'une expertise issue de l'économie agricole, de l'ingénierie ou des sciences naturelles, et la défense civile y était assurée par des *kommandos* de fermiers blancs, qui s'occupaient aussi bien de surveiller le territoire que de gérer les épizooties (affectant régulièrement le bétail) ou les épisodes de sécheresse. La gestion des catastrophes était donc militarisée, focalisée sur l'urgence et la manipulation d'outils techniques, à l'instar des approches dominantes de la Guerre froide.

Ces savoirs et techniques se trouvent déconsidérés politiquement au moment de la transition politique en 1994 au profit de ceux portés par les sciences sociales, en conjonction avec les transformations internationales décrites précédemment. Au même moment, en 1994, la Conférence de Yokohama marque un tournant dans la Décennie internationale pour la réduction des catastrophes naturelles en reconnaissant l'importance des enjeux de vulnérabilité et de développement. Ces orientations fournissent un langage compatible avec le programme du nouveau parti au pouvoir, l'African National Congress, centré sur le développement et la redistribution⁵².

⁵¹ Keck (M.) et Sikkink (K.), *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

⁵² Entretien, Janet Love, Johannesburg, décembre 2009.

La transition politique sud-africaine constitue une opportunité pour de nombreux chercheurs qui viennent expérimenter leurs savoirs dans ce nouveau terrain et y voit une possibilité d'intervenir politiquement. Plusieurs figures des sciences sociales, déjà mentionnées précédemment, arrivent à ce moment pour promouvoir leurs travaux sur le développement et la réduction des vulnérabilités. On y retrouve notamment Ben Wisner, qui après s'être consacré à l'étude des vulnérabilités rurales au Mozambique, développe de nouvelles recherches sur les risques urbains en lien avec d'autres géographes. Il réalise une série de recherches sur les inondations dans les townships urbains qui contribueront à diffuser localement ses idées, même si leur portée très critique n'est pas toujours bien reçue par les autorités locales⁵³. Kenneth Westgate arrive lui en tant que directeur du *Cranfield Disaster Preparedness Centre* pour contribuer à la mise en place d'un diplôme en gestion des catastrophes dans une université technique (le Technikon SA), qui servira de principale formation aux *disaster managers* sud-africains jusqu'au milieu des années 2000 et de point de départ de la trajectoire académique des savoirs issus des sciences sociales sur les catastrophes. Une troisième experte va également jouer un rôle central dans le développement de ces savoirs : Ailsa Holloway. Docteure en santé publique, spécialiste des questions de réfugiés, elle travaille à la fin des années 1980 pour l'OMS et le HCR, puis pour le secrétariat de la Décennie Internationale pour la Réduction des Catastrophes Naturelles, et enfin pour la Fédération Internationale de la Croix-Rouge en Afrique australe, au moment où cette région traverse une importante sécheresse (1992 – 1994). À la suite de programmes de réduction des vulnérabilités influencés entre autres par les latino-américains, elle crée en 1996 un *Disaster Mitigation Programme* à l'université du Western Cape qui vise à développer des formations, mais aussi des recherches sur les risques et les vulnérabilités locaux. Ces exemples suggèrent que si la transition offre une fenêtre d'opportunité pour ces savoirs, les chercheurs s'appuient sur des réseaux déjà tissés et répliquent des modalités d'intervention développées depuis les années 1980.

Le développement de savoirs sur les catastrophes est lié au façonnement de l'environnement politique et à la promotion de la réduction des risques et vulnérabilités. Ces experts utilisent leurs ressources en savoirs et leur légitimité internationale pour inscrire dans le cadre législatif et décisionnaire la nécessité de développer une approche scientifique d'analyse de réduction des risques et des vulnérabilités. Ailsa Holloway en particulier s'implique dans la rédaction du texte de loi⁵⁴, puis dans sa mise en œuvre dans les collectivités locales, en phase avec les transformations politiques internationales et l'adoption du Cadre de Hyogo par l'ISDR.

Cette institutionnalisation politique favorise en retour l'académisation des deux programmes académiques pour former un domaine d'études interdisciplinaires sur les catastrophes au carrefour de la géographie, de la science politique et des études sur le développement. Un des enseignants du Technikon SA, Dewald Van Niekerk, crée en 2000 un African Centre for Disaster Studies à l'Université du North West, en vue de développer un programme de recherche scientifique et d'études au niveau master et doctorat⁵⁵, spécialisé notamment sur les méthodes d'évaluation des vulnérabilités et l'organisation de la gestion des catastrophes. De son côté, le centre mis en place par Ailsa Holloway passe à l'Université du Cap, puis de Stellenbosch pour opérer une « montée en science » par l'accumulation de recherches sur les risques et vulnérabilités locales et la création d'enseignements de master⁵⁶. Cette « scientification » se traduit aussi par un accroissement des

⁵³ Entretien, Ben Wisner, Genève, mai 2009; Wisner, (B.), « Bridging “expert” and “local” knowledge for counter-disaster planning in urban South Africa. » *GeoJournal*, 37 (3), 1995.

⁵⁴ Republic of South Africa, *Disaster Management Act, Act No 57 of 2002*. Ailsa Holloway déclare elle-même qu'elle « s'est assurée que ce langage serait dans la loi » - Entretien, Cape Town, décembre 2008.

⁵⁵ Entretien, septembre 2009, Potchestroom.

⁵⁶ Holloway, (A.), « Crafting Disaster Risk Science: Environmental and Geographical Science Sans Frontières. »

publications scientifiques : en 2006, ACDS crée *Jamba, African Journal of Disaster Studies*, revue qui participe à rendre visible les *disaster studies* nationalement et internationalement.

Cependant, la légitimation politique et l'institutionnalisation des *disaster sciences* reconfigurent les savoirs techniques et agricoles qui, s'ils sont dévalorisés politiquement, n'en conservent pas moins une très importante assise professionnelle et territoriale. C'est ainsi qu'en 2003, un *Disaster Management Training and Education Centre* (Dimtec) est créé à Bloemfontein à l'Université du Free State par un ingénieur agricole spécialisé dans les inondations, et dont les enseignements reposent essentiellement sur des approches techniques et issues des sciences agronomiques. Ainsi, les sciences sociales définissent à présent le vocabulaire légitime à travers lequel les catastrophes sont pensées, obligeant les savoirs techniques et agricoles à s'adapter pour acquérir une nouvelle visibilité.

Mais ce développement sud-africain montre que la diffusion des savoirs sur les catastrophes n'est pas qu'une histoire de circulations d'experts globaux, puisque les acteurs sud-africains participent activement à renforcer la nouvelle configuration des savoirs à l'échelle internationale. Chacun des centres développe, sous l'influence de financements du gouvernement américain (USAID), des actions visant à mettre en place des réseaux universitaires à l'échelle du continent africain afin d'étendre leurs travaux d'enseignement et de recherche par des programmes d'échanges (Peri-Peri) ou des plateformes d'enseignement en ligne pour l'Afrique australe. Ce rôle moteur de la formation des *disaster centres* dans l'institutionnalisation des politiques de réduction des risques de catastrophes est clairement identifié par l'ISDR qui appuie en partie son action en Afrique sur celles-ci⁵⁷. Par ailleurs, et comme leurs collègues latino-américains, les Sud-africains participent aux réseaux transnationaux pour la réduction des catastrophes par leur présence aux plateformes globales de l'ONU, leur participation régulière aux rapports internationaux de l'ISDR et à des publications scientifiques⁵⁸. Cette insertion transnationale contribue à orienter leurs savoirs.

Ainsi, la configuration des savoirs sur les catastrophes qui se met en place à partir de la fin des années 1990 repose sur une conjonction de facteurs globaux et locaux qui redéfinissent les hiérarchies : l'existence de réseaux de sciences sociales et l'institutionnalisation d'une partie de leurs thèmes dans les arènes globales contribuent à favoriser les *disaster sciences* en Afrique du Sud face à des expertises techniques et ancrées dans les sciences naturelles. Mais les savoirs en sont également modifiés : si les approches de la géographie et des sciences sociales ont constitué le point de départ des *disaster sciences* sud-africaines, le fait qu'elles se soient développées en parallèle de l'inscription des thématiques de la prévention des risques et qu'elles aient accompagné leur développement politique, induit une orientation plus pratique que radicale.

Conclusion

La reconstruction de l'histoire longue de la mise à l'agenda international de la cause des catastrophes permet de travailler finement les relations complexes que les producteurs de savoirs tissent avec les arènes de pouvoir. Le cas présenté ici nous apprend en premier lieu qu'il est

Gateways: International Journal of Community Research and Engagement, 2, 2009.

⁵⁷ Entretien, Pedro Basabe, Plateforme globale pour la réduction des catastrophes, Genève, mai 2011.

⁵⁸ Bull-Kamanga, (L.) et al., « From everyday hazards to disasters: the accumulation of risk in urban areas » *Environment and Urbanization*, 15(1), 2003; Pelling (M.), Wisner (B.), *Disaster risk reduction: Cases from Urban Africa*. Earthscan, London, 2009.

impossible de qualifier univoquement la relation entre science et politique. À l'échelle globale, le succès des sciences de la terre dans la période de la Guerre froide ne peut s'expliquer que par l'importance acquise par les questions de sécurité et le cadrage imposé à l'étude des catastrophes, en lien avec la domination américaine durant cette période. Toujours à cette échelle, c'est en prenant en compte le processus historique de décolonisation puis l'émergence des questions environnementales et de développement que l'on peut comprendre la montée en puissance progressive d'expertises émanant de sciences sociales ancrées en Asie, en Amérique Latine ou en Afrique. De même, ces relations sont à chaque fois ancrées dans des configurations nationales et internationales qui déterminent les espaces de possibilités pour les scientifiques : si la sismologie et les *disaster studies* des années 1960 dépendent étroitement du pouvoir d'un État-nation – les États-Unis –, les sciences sociales des années 1970 et 1980 s'inscrivent dans des réseaux d'experts entre États et organisations internationales, quand dans les années 1990-2000, elles s'amarrent aux organisations internationales pour asseoir leur ancrage local, comme on l'a vu en Afrique du Sud. On voit dès lors l'importance qu'il y a à re-situer chaque fragment de cette relation dans son contexte à la fois historique et politique, afin de redonner d'une part aux sciences étudiées leur place dans le paysage national et international, et d'autre part, de comprendre la configuration politique nationale et internationale qui explique l'influence que peuvent acquérir ou non certains savoirs au détriment d'autres.

Le cas étudié ici est aussi intéressant à plusieurs égards. À la différence d'autres thématiques environnementales, les scientifiques figurent au centre de la dynamique qui participe à faire émerger les catastrophes comme objet politique global, et la dimension militante des mouvements sociaux et des ONG y est considérablement moins importante. On peut d'ailleurs regretter que les travaux sur les mobilisations internationales ne prêtent pas plus attention au travail de plaidoyer qui est aussi mené par les scientifiques⁵⁹. Dans d'autres domaines tels que la biodiversité⁶⁰, si l'expertise est centrale, son intégration dans les arènes politiques est mise en tension avec les enjeux culturels, économiques et sociaux portés par les acteurs politiques et militants, des pays du Sud notamment. Et contrairement à la question climatique, où les acteurs scientifiques jouent aussi un rôle dominant⁶¹, la prépondérance des sciences de la terre ou des technosciences ne parvient pas à cacher la présence d'autres savoirs. Ces différences suggèrent qu'au-delà du contexte, la structure institutionnelle et les intérêts en présence jouent également dans la carrière des savoirs. C'est sans doute parce que la thématique de la prévention des catastrophes n'est pas aussi visible ou importante pour les acteurs politiques, qu'elle est moins irriguée par les ressources financières d'acteurs puissants comme le FMI ou la Banque mondiale (qui s'ils sont présents jouent un rôle nettement moins structurant par rapport à d'autres domaines), que les savoirs des sciences sociales peuvent acquérir une telle influence.

Finalement, les différentes sciences des catastrophes, naturelles, sociales, techniques, n'existent pas indépendamment les unes des autres. Au contraire, leur concurrence pour la reconnaissance politique de leur savoir produit des effets en retour sur leur propre position et le contenu même des savoirs qu'elles portent, comme l'a montré le passage d'approches critiques ancrées dans les sciences sociales à des *disaster sciences* engagées dans l'évaluation des risques et des vulnérabilités. C'est probablement à l'échelle nationale ou locale que l'on observe le mieux comment, en retour, le passage de ces savoirs par les arènes internationales contribue à leur

⁵⁹ Ollion (E.) et Siméant (J.), 2015 « Le plaidoyer : internationales et usages locaux », *Critique internationale*, 67(2), 2015.

⁶⁰ Boisvert, (V.), Vivien, (F.-D.), « Gestion et appropriation de la nature entre le nord et le sud. Trente ans de politiques internationales relatives à la biodiversité », *Revue Tiers Monde* 202 (2), 2010.

⁶¹ Dahan, (A.), Guillemot, (H.), « Changement climatique : Dynamiques scientifiques, expertise, enjeux géopolitiques », *Sociologie du Travail*, 48 (3), 2006.

légitimité et force leur poids localement en transformant le paysage de l'expertise et de la connaissance sur les catastrophes.

Nous voudrions conclure en continuant l'histoire analysée ici, en soulignant encore une fois l'importance du contexte pour comprendre le repositionnement des savoirs et des sciences les uns par rapport aux autres. Le changement de paradigme qui opère entre les années 1950 et les années 2000, et dont il est question dans cet article, ne doit pas occulter des transformations plus récentes qui, dans une certaine mesure, rappellent le poids toujours important des sciences dures et du recours à la technologie. Depuis 2004 et le tsunami ayant dévasté les côtes de plusieurs pays d'Asie du Sud Est, un regain d'intérêt pour les grandes catastrophes, les problématiques de l'anticipation et de la prévision et les solutions technologiques est notable. Cet intérêt s'ajoute à la problématique du changement climatique, qui opère au niveau international une transformation profonde dans les financements alloués sur la question des catastrophes. On observe que les savoirs des sciences sociales développés depuis les années 1970 dans une perspective « radicale », sont aujourd'hui mis au service d'une pensée et de politiques qui s'articulent fortement autour de la notion de résilience qui laisse, dans une certaine mesure, le social agir dans le sens d'une « adaptation » aux grands troubles créés par les catastrophes – ce qui n'est pas sans susciter d'une part, scepticisme de la part des acteurs les plus critiques des sciences sociales des catastrophes⁶², ou d'autre part, un rattachement à la problématique du changement climatique⁶³. Les sciences dures, et celles du climat en premier lieu, redeviennent des acteurs majeurs de la prévision des catastrophes ; les sciences sociales sont quant à elles convoquées pour accompagner, analyser et mettre en valeur les capacités d'adaptation et de résilience des communautés locales affectées.

Le jeu de positions des sciences dans l'arène politique des catastrophes se poursuit donc, laissant présager la mise en place de ré-agencements au prisme du changement climatique et de la mondialisation néolibérale. Et, à l'encontre des discours homogénéisant sur la globalisation, l'histoire de l'irruption des sciences sociales dans les politiques internationales des catastrophes rappelle que ce jeu n'est jamais fixé, toujours inséré dans des rapports de pouvoir, tant scientifiques que politiques. La possibilité d'alternatives scientifiques (et donc politiques) n'est jamais exclue, mais leur devenir est toujours incertain.

⁶² Cannon (T.), Müller-Mahn (D.), « Vulnerability, resilience and development discourses in context of climate change », *Natural Hazards*, 55(3), 2010.

⁶³ Pelling, (M.), *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation* 1st ed., Routledge, 2010.